

A : Yves Desmet
De : Gert Van Langendock
Date : 13 février 1996
Concerne : Sosthène Munyemana contre De Morgen

En date du 13 février, j'ai dû faire une déposition à la police judiciaire (Halewyn; Juge d'instruction : Vlogaert), en relation avec la plainte déposée par Sosthène Munyemana, Docteur de l'Hôpital Universitaire de Butare au Rwanda. Il s'agit d'un article de ton époque (8 août 1994), dans lequel Munyemana est mentionné (soit dans une citation), par un Docteur Tutsi survivant, comme l'un des médecins qui auraient collaboré avec les milices hutu pendant le génocide.

Munyemana a, d'abord via un couple d'amis belge, et ensuite par le biais d'un avocat à Bordeaux, où il réside actuellement, demandé un droit de réponse. Aucune suite n'a été donnée à cela parce qu'aucune prescription légale ne le régissait; (ce qu'ils voulaient voir publier était une lettre personnelle de Munyemana au docteur Tutsi en question, le nommé Rwagacondo). Munyemana a fini par déposer une plainte à Bruxelles et exige maintenant un dédommagement (aucun montant n'a été mentionné.)

J'ai expliqué que l'article été basé sur une interview de Rwagacondo, peu après les événements au Rwanda. Que j'ai également eu des entretiens avec d'autres rescapés Tutsi du personnel de l'hôpital, qui ont également confirmé les événements (que des docteurs ont collaboré avec les assassins.) (J'ai également dit) que la liste des noms des docteurs qui ont participé provenait également de Rwagacondo. Dans la plainte déposée, il est souligné que comme Rwagacondo devait probablement être caché, ses informations devaient être de source indirecte.

Dans le dossier, on trouve également des témoignages que Munyemana a rassemblé, et qui devraient démontrer que Munyemana a sauvé la vie à beaucoup de gens. Selon « African Rights » (cfr plus loin), ces explications sont bidon (ce ne serait pas la première fois; dans une autre affaire, il y a des indications que des rwandais ont présenté des explications artificielles en échange d'une aide pour l'obtention d'un permis de séjour en Belgique ou en France).

A la question si j'avais interrogé Munyemana, j'ai répondu que, à Butare, seuls quelques Tutsis survivants étaient présents et que la population Hutu avait fui et qu'il était difficile de situer Munyemana.

Munyemana déclare que mon article a donné des indications à d'autres publications mensongères (textes blasphématoires), entre autres, dans « Rwanda, Death, Despair and Defiance » de African Rights en septembre 1994. J'ai répondu que dans le rapport de « African Rights », il est clairement mentionné qu'il (le rapport) est basé sur la visite de deux médecins britanniques de « Physicians for Human Rights », fin juillet 1994, pendant que je me trouvais à Butare au tout début du mois d'août.

« African Rights » a ultérieurement enquêté sur l'affaire Munyemana. Et aujourd'hui précisément, j'ai reçu de leur part un rapport de 37 pages, qui lui est entièrement consacré, intitulé « Sosthène Munyemana, le Boucher de Tumba (en annexe). Dans ce rapport, les témoignages portés disent que Munyemana a non seulement participé à l'appel au meurtre des Tutsis mais a également tué des gens de ses propres mains. De Morgen est mentionné. J'envoie une copie du rapport au juge d'instruction Vlogaert pour qu'il l'ajoute au dossier.

Amitiés,

Gert

Le docteur coupable et courageux de Butare

De Morgen - le 08/08/194

Après les histoires horribles à propos des Tutsis assassinés par leurs voisins hutus, le monde se demande si les deux ethnies pourront un jour à nouveau vivre ensemble. Mais il y a également des histoires de Hutus qui, en mettant leur propre vie en danger, ont sauvé leurs amis Tutsis d'une mort certaine. En particulier à Butare, depuis toujours le centre intellectuel du Rwanda, de tels cas de sont pas isolés. « Nous n'avons jamais voulu nous entre-tuer. Si des Interahamwe d'autres régions n'étaient pas venus à Butare, tout ceci n'aurait pas eu lieu. »

Butare De notre reporter à Butare

Lorsque les soldats du FPR m'ont ramenés à l'hôpital, les malades se trouvaient couchés sur le sol à l'extérieur. C'était une vision abominable. Ils avaient essayé de se soigner mais les militaires gouvernementaux avaient emporté tous les médicaments et fermé la porte de l'hôpital. Les premiers jours, je n'ai rien fait d'autre qu'amputer des membres. Chez tous les patients, les blessures allaient s'infecter. L'odeur était effroyable. »

Claude-Emile Rwagacondo (28) était le médecin-chef principal de l'hôpital universitaire de Butare. Lorsque le 20 avril 1994, les massacres sont passés de Kigali à Butare, ville habituellement modérée, il a dû, de façon urgente, se cacher parce qu'il était Tutsi. Les atrocités qui se sont déroulées à l'hôpital, entre le 20 avril et le mois de juillet, date à laquelle l'armée du Front Patriotique Rwandais a pris Butare, lui ont été raconté par les infirmières qui ont survécu et qui ont maintenant repris le service. Mais les expériences qu'il a lui même vécues lors de son retour sont suffisantes. « Ils ont tués les patients. Des cadavres se trouvaient dans l'herbe. On en a trouvé d'autres en abordant un réservoir qui se trouvait derrière des portes fermées, et qui partait de là. »

Entre deux pavillons de l'hôpital, se trouvait encore la toile d'une tente de « Médecins Sans Frontières ». Lorsque MSF a dû, fin avril 1994, quitter d'urgence l'hôpital de Butare pour fuir vers le Burundi, selon leur collaborateur, Marie-Paul Spielman, qui l'a déclaré par après, lors d'une conférence de presse, précisant « qu'elle n'avait pas en toute honnêteté vu les interahamwe tuer les patients. Ils les emportaient vers un endroit derrière l'hôpital d'où nous ne pouvions plus les voir. »

A partir de l'hôpital, on ne pouvait en effet pas voir l'endroit qui a été transformé en fosse commune. Au bas de l'étendue du terrain de l'hôpital se trouvait une surface d'herbes dissimulée de la vue par un accotement. Avec le Docteur Rwagacondo, nous examinons le terrain sur lequel des centaines de personnes ont perdu la vie d'une façon horrible. Les soldats (FAR) et les interahamwe ont enterré leurs victimes grossièrement; devant nos pieds, se trouve encore une squelette à moitié en décomposition. Peut être qu'un jour, quelqu'un déterrera les squelette pour établir combien de personnes ont été tuées ici. Maintenant, on ne peut que deviner.

Le 6 mai, quelques jours après la conférence de presse de MSF en Belgique, un fax est arrivé à la rédaction de *De Morgen* en provenance du Ministère des Affaires Etrangères du Rwanda alors qu'il (le Gouvernement intérimaire) se trouvait encore à Kigali. Il s'agissait d'un démenti formel des accusations de Spielman où il était précisé que jamais des patients n'ont été enlevé de l'hôpital. Il y avait même des menaces de poursuite judiciaire contre MSF. Je parle du fax au Docteur Rwagacondo. « Il ne peut qu'avoir été signé par deux personnes : Dr. Alphonse Karemera, le Doyen de Médecine de l'Université, un extrémiste notoire, ou le Dr. Jotham Nshimyumukiza, le directeur de l'hôpital universitaire. »

Le fax, datant du 25 avril, porte la signature du Dr. Nshimyumukiza. « Je ne peux pas établir dans quelle mesure le Dr. Nshimyumukiza est responsable de ce qui s'est passé ici. Mais le seul fait qu'il

est été vivant le 25 avril fait penser qu'il a été complice. C'est terrible de constater comment d'anciens collègues ont participé activement au massacre de citoyens innocents. Beaucoup de médecins ont rayé, sciemment, des patients de l'hôpital, en sachant pertinemment qu'ils seraient tués dès qu'ils quitteraient l'hôpital. Les Interahamwe les attendaient à la sortie. »

Dr. Rwagacondo énumère les noms des médecins qui ont collaboré avec les interahamwe et les soldats (FAR) : Dr. Sostrine Munyemana, Dr. Gatsinzi Théophile, Dr. Bigizimana Ignace, Dr. Rwamucyo Eugène, Dr Ukobukeye Thomas. « Concernant ce dernier, j'ai appris qu'il était mort suite à une maladie. Ou peut être s'agissait-il de la punition du seigneur à cause de ce qu'il a fait », ajoute le Dr. Rwagacondo en riant.

Heureusement, tous les docteurs ne se sont pas comportés de la sorte. Une infirmière Tutsi enlève son foulard et montre ses blessures suite aux coups de machette que les soldats des FAR lui ont administrés dans l'hôpital. Elle a pu survivre grâce à un médecin hutu qui lui a donné la clef d'une cachette dans l'hôpital. Là, elle s'est caché pendant des mois, jusqu'à ce que le FPR vienne lui porter secours.

Il s'agit là d'une preuve la plus éloquente que cette guerre était bel et bien la conséquence d'une manipulation politique, et que la plupart des tutsis qui ont survécu au bain de sang, le doivent à l'aide de leurs amis hutu. Le Dr. Rwagacondo se souvient de certains détails de son propre salut.

« Les massacres avaient commencé le 20 avril à Butare. Un militaire ami, un hutu, m'a alors téléphoné. Il m'a dit que je devais rester à la maison et qu'il passerait le soir pour m'expliquer ce qui se passait. Ce soir là, il m'a parlé des listes de noms que les interahamwe avaient en leur possession. Sur les listes se trouvaient des noms d'opposants politiques ainsi que des gens qui en 1990 ont été emprisonnés parce qu'ils étaient soupçonnés d'être des sympathisants du FPR. Il m'a dit que mon nom ne se trouvait pas encore sur la liste mais que je pouvais tout de même être assassiné à cause de mon ethnicité. »

« Mon ami est revenu le jour suivant. Il m'a prévenu à l'avance qu'il ferait une mise en scène pour tromper les voisins. Il est venu avec deux autres militaires. Ils ont tiré en l'air en criant que je devais sortir. Je suis sorti avec les mains en l'air. C'est comme ça que j'ai été emmené. J'ai juste eu le temps de dire à ma femme qu'elle devait téléphoner à tous ceux qu'elle connaissait pour leur dire que j'avais été tué par des militaires. Mon ami m'a ensuite emmené dans la maison d'amis hutus où je me suis caché pendant un mois.

Concernant sa femme, Dr. Rwagacondo a appris plus tard que les interahamwe allaient la voir quotidiennement et menaçaient de la tuer et de la violer. « C'est seulement grâce au fait que les interahamwe n'étaient pas de Butare qu'elle a pu survivre. Nos voisins, des hutus, ont fait croire aux milices que son mari était un hutu qui soignait des soldats du gouvernement blessés à l'hôpital. Lorsque plus tard, ont surgi des interahamwe qui savaient pertinemment bien qui j'étais, les voisins leur ont raconté qu'entre temps, elle était devenue la maîtresse d'un important officier de l'armée gouvernementale (FAR). Alors ils ont à nouveau battu en retraite. » Un mois après, le Dr. Rwagacondo est retourné dans sa maison, selon le conseil de son ami militaire. « Tout le monde était convaincu que j'étais mort. Et je ne voulais plus mettre la vie de mes amis hutus en danger. Je me suis caché dans la douche où ma femme avait glissé une lourde malle. Le soir, elle ouvrait la porte pour me donner à manger. Les militaires sont venus deux fois alors que je me tenais caché. »

Les épreuves des Rwagacondo ne sont pas arrêtées là. Au fur et à mesure que le FPR avançait, les soldats du FPR commençaient à paniquer. Ils encourageaient la population à fuir avec eux à Gikongoro. « Pour ma femme, cela redevenait dangereux. Elle ne voulait pas fuir parce qu'elle ne voulait pas me laisser. Parce que quiconque ne fuyait pas, était automatiquement soupçonné. Plusieurs fois, nous avons pu échapper aux soldats qui venaient nous chercher en leur disant que l'amant de ma femme avait prévu un transport spécial pour eux »

Quand cela ne marchait plus, le Dr. Rwagacondo et sa femme ont pensé à une ruse simple mais géniale. « Le 3, nous avons suspendu une lettre à la porte disant que nous étions partie pour Gikongoro et que quiconque voulait les rejoindre devrait essayé de les contacter là-bas. » Lorsque deux jours plus tard le FPR a pris Butare sans difficulté, les Rwagacondo n'osaient toujours pas sortir. « Des soldats sont venus chez nous mais ils avaient les mêmes uniformes que les soldats du gouvernement. Après deux jours sans entendre des coups de feu, j'ai envoyé ma femme dehors pour voir ce qui se passait. Elle est tombée sur des militaires du FPR qui sont venus me chercher et m'ont emmené directement à l'hôpital. »

L'Hôpital Universitaire de Butare est maintenant rouvert mais Dr. Rwagacondo et quelques collègues y travaillent dans des circonstances les plus démunies (primitives ??). « Les soldats du gouvernement ont emporté tous les médicaments. Nous n'avons plus rien. Les autorités du FPR font tout pour nous aider mais il y a peu de choses qui restent. Il manque surtout de l'oxygène. Sans oxygène, nous ne pouvons procéder à des opération. Pourquoi les organisations d'assistance ne viennent-elles pas à Butare ? Elles passent bien à Butare pour aller au Burundi ou à Kigali mais elles ne restent pas. » Le visage du Dr. Rwagacondo s'éclaire lorsque nous lui apprenons que nous avons trouvé, dans une chambre de l'hôtel Ibis qui a été pillée, un sac plein de médicaments. La quinine était venue à point pour notre chauffeur, qui était frappé par une crise de malaria. « Je vais immédiatement demander aux médecins d'aller chercher les médicaments.

De schuldige en de moedige dokters

Na de weerzinwekkende verhalen over Talsi's die voor hun Hutu-buren werden afgeschlacht, vraagt de wereld zich af of beide etnieën ooit opnieuw zullen samen samenleven. Maar dat zijn evenveel verhalen over Hutu's die met gevechten voor hun eigen leven aan de zijde van een sekte in Rwanda, ooit het onbetrouwbare centrum van de wereld, waren dat geen leersaakde gevallen. Men hebben elkaar nooit



DE MORGEN
 GROENIEZSTRAAT 54
 1070 BRUSSEL

08 Aug. 1994

↓
(0)

De o... 09 1994 01:14A



...en de soldaten van het RIF
niet terug naar het ziekenhuis
wachters, tegen alle patien-
toren op de grond. Het was
verschrikkelijk gezicht. Ze
in geprikkeld om zichzelf te
open, maar de regeringssol-
 hadden alle mediatanten
eemmen en de deur van het
nhaas op slot gedaan. Ik heb
vste dagen bijna niets anders
in dan bedrachten simuleren.
De patiënten werden de won-
paan ontsteken. De stank was
hokkelijk."

...de familie Rwagacondo (28)
e hoofdgenesheer van het
enahai ziekenhuis van Buta-
toen op 20 april de slaafpa-
overvolgden in Kigali naar
andere gemiddelde Butare,
of het als voor noodhulpwon-
onderdinken. De verspreke-
van die zich tussen 20 april en
b, de dag dat het leger van het
mlen. Politieversch. Troop
F) Butare veroverde, in het
enthus hebben afgevoerd,
t hij slechts van horen zeggen
verpleegsters die het over-
ken en die nu terug aan de slag
Maar zijn eigen ervaringen
etegen hij bij zijn terugkeer
not, waren genoeg. "Ze heb-
de patiënten vernood. Op
de patiënten lagen lijken. Ande-
gekaptein lagen lijken. Ande-
hebben we gevonden door af
aan op de weerzinwekkende
k die achter gestoten dienen
laan kwam."

...en twee patiënten van het
nial in ligt nog een tentzeil
Ariseu zonder Grenzen. Toen
i eind april noodgevlengden
zoekhuis van Butare moest
von en naar Boerendoi vlach-
zo in medewerker Marie-Pen-
...wachtwoord hierop op een pers-

...konferentie dat zij "in alle
eerlijkheid niet met eigen ogen
had gezien dat de faticahawwe de
patiënten hadden vernood. Ze
manen fier mee maar een plaats
achter het ziekenhuis waar we hen
niet met konden zien."

...Vanuit het ziekenhuis kon de
plaats die nu in een gigantisch
massagrav is veranderd inderdaad
niet gezien worden. Onderaan de
uitgestrekte ziekenhuisgronden
ligt een grasvakkie die door een
beem aan het zicht wordt ontrok-
ken. We staan met dokter Rwaga-
condo uit te kijken over het veld
waar honderden mensen op gra-
welijke wijzen van hun vande mee-
ten zijn gekomen. De soldaten en
interahamwe zijn bij het begroeven
van hun slachtoffers skedig, te
werk gegaan; voor onze voeten
ligt nog een half vergaan skelet.
Misschien zal ooit iemand die ske-
letten opruiven om vast te stellen
hoeveel mensen hier gedood zijn.
Nu kan men alleen maar elksen.

...ken geneeskunde van de universi-
teit, een gekend extremist, of Dr.
Johny Mutinyimana, de direk-
teur van het universitair zieken-
huis."

...De fax, gedateerd 23 april, draagt
de handtekening van Dr. Mutiny-
imana. "Ik kan niet meer zeker
heal zeggen in hoeverre Dr. Nshir-
imanyirukiza schuldig is geweest
aan wat hier gebeurd is. Maar
alkeen het feit dat hij in leven was
op 25 april doet veronderstellen
dat hij medeplichtig is geweest."

...Het is onterkend te moeten vast-
stellen hoe vroeger kollegas ak-
tief hebben bijgedragen tot het
afschieten van onschuldige lar-
gen. Verschillende genesheren
hebben in die beginperiode opzet-
telijk Tutsi-patiënten uitgesche-
ven, goed wetende dat zij zoenen
gedood worden zodra ze het zie-
kenhuis verlieten. De interaham-
we stonden hen buiten op te waach-
ten"

...Dr. Rwagacondo somt de namen
op van de genesheren die schol-
gens de ooggetuigenissen van
verpleegsters en patiënten hebben
samengegaan met alle Inter-
hamwe en de soldaten: Dr. So-
vira Akoyimana, Dr. Ganza
Munyizi, Dr. Bisigimana Ima-
re, Dr. Rwamacyo Eugene en Dr.
Ukubikwe Thomas. "Over de
haarse heb ik vernomen dat hij
gestorven is aan een zekere OL-
misschien was het de straf van
God voor wat hij gedaan heeft."

...toe
Cetinklijk hebben niet alle dokters
zo getuufeld. Een Tutsi-ver-

...pleegster doet haar hoofddoek af
en toont de nachtelwoorden die
haat in het ziekenhuis werden
toegebracht door regeringssoldat-
en. "Dat zij nog leeft, heeft ze te
denken aan een Hutu-dokter die
haar de stufel van een gebelme
borghuis in het ziekenhuis gaf.
Daar heeft ze zich naarmodanlang
verscholen tot het RPF's redding
macht."

...Het is wettelijk het sprekenste
bewijs dat deze oorlog het gevolg
was van politieke manipulatie,
dat die meeste Tutsi's die de
shoelbanden hebben overleefd,
nu leven danken aan de hulp van
Hutu- vrienden. Dr. Rwagacondo
herinnert zich nog elk detail van
zijn eigen redding.

...De slachtoffers zijn in Butare
op de middag van 29 april begon-
nen. Een hevrënd niftaier, een
Hutu, heeft mij toen opgeheld,
Hij zei dat ik thuis moest blijven
en dat hij 's avonds zou langsko-
men om mij uit te leggen wat er
aan het gebeuren was. Die avond
heeft hij mij verrield van de doden-
lijsten die de interahamwe mee-
hadden. Op de lijsten stonden de
namen van politieke opposanten
en van mensen die in oktober
1990 in de gevangenis hadden
gezeen op verdenking van RPF-
sympathie. Mijn naam stond nog
niet op die lijst, zei hij, maar hij
wonderde dat ik toch zou gedood
worden vanwege mijn etnie."

..."Mijn vriend is de volgende dag
terugekomen. Hij had mij van
tevoren gewaarschuwd dat hij een
vrene zou opzetten om de buiten te
misluiden. Hij is gekomen met

...twee andere militairn. Ze hebben
in de nacht geschoten en
schreeuwden dat ik buiten moest
komen. Ik ben naar buiten gegaan
met mijn handen boven het hoofd.
Ze ben ik weggevoerd. Ik had nog
juist de tijd om aan mijn vrouw te
zeggen dat zij iedereen die ze
kende moest opbellen om te zeg-
gen dat ik gedood was door de
militairen. Dat was mijn enige
kans. Mijn vriend heeft mij toen
naar het huis van bevrande Ma-
tu's gebracht waar ik een maand
ben overgebleven."

...Van zijn vrouw hoorde Dr. Rwa-
gacondo achteraf dat de Inter-
hamwe dagelijks langskwamen en
afingen om haar te werkruiden
en te vernooden. "Het is afiken
te danken aan het feit dat de
interahamwe niet van Butare wa-
ren dat zij het overleefd hebben.
Onze buien, Hutu's, hebben de
nutteloes wygenmaakt dat haar man
een Hutu was die in het hospitaal
de gewonde regeringssoldaten
verzorgde. Toen later plaatselijke
interahamwe opdoken die zeer
goed wisten wie ik was, hebben
de buien hen gezegd dat mijn
vrouw onderuussen de minnere
was geworden van een belangrij-
ke officier in het regeringslager."

...Toen zijn ze weer uitgelepen
Na een maant koerde Dr. Rwa-
gacondo op aanvragen van zijn
vriend-militair terug naar zijn er-
gen huis. "Iedereen was ervan
overtuigd dat ik dood was, en ik
wilde het leven van mijn Hutu
vrienden niet langer in gevaar
brengen. Ik heb mij verscholen in
de douche, waar mijn vrouw een

...FROM : Panasonic FAX SYSTEM

...FROM : Panasonic FAX SYSTEM

Bruxelles, le 30 juillet 1996

Monsieur Durou,

Je vous prie de bien vouloir m'excuser pour le retard -- j'ai du partir inopromtu en Irlande du Nord, puis la crise au Burundi a éclatée.

Veillez trouver ci-joint l'article paru dans De MORGEN en août 1994.

J'inclus aussi une note que j'ai fait pour mon rédacteur-en-chef et qui fait le compte-rendu de mon entretien avec le parquet de Bruxelles (en flamand malheureusement), ainsi que les papiers que l'avocat de Munyemana nous a envoyé (notez qu'il s'adresse à Monsieur VAN ONZE VERSLAGGEVER, ce qui signifie: de notre correspondant sur place). Finalement, une lettre que Munyemana a écrit au docteur Claude-Emile Rwagancondo de Butare en novembre 1994 sur les allegations dans DE MORGEN.

Je vous serais reconnaissant si vous pourriez me tenir au courant des évolutions dans cette affaire.

Salutations distinguées,



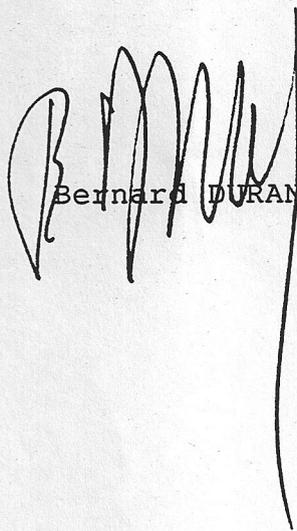
Gert Van Langendonck

Je vous demande donc instamment de faire paraître la réponse du Docteur MUNYEMANA qui rétablit la vérité et de me faire parvenir un exemplaire du journal dans lequel elle sera publiée.

A défaut, mon client se réserve le droit d'engager toutes démarches judiciaires utiles à la manifestation de la vérité.

Dans cette attente ;

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations distinguées.



Bernard DURAND

Institut René Labusquière

Université de Bordeaux II

146,rue Léo-Saignat

33076 Bordeaux cedex

FRANCE

A Monsieur le Docteur RWAGACONDO Cl.-Emile
à BUTARE

Cher Confrère,

Je prends la liberté de t'adresser la présente pour t'exprimer combien grande a été ma consternation en lisant tes déclarations publiées par le Journal DE MORGEN du 8 Août 1994. Selon toi, tu aurais reçu des informations impliquant certains médecins de l'Hôpital Universitaire qui auraient consciemment sorti des malades de l'hôpital tout en sachant qu'ils allaient être tués à leur sortie. Je suis surpris de trouver mon nom sur ta liste c'est pourquoi je voudrais te préciser les faits suivants:

1) J'espérais que le temps que tu as passé avec moi, d'abord comme mon étudiant à la Faculté de Médecine, ensuite à mes côtés comme praticien puisque tu avais sollicité un encadrement au service de Gynécologie Obstétrique et que toute l'équipe t'avait accueilli avec enthousiasme, j'espérais que ce temps t'aurait permis de te forger de moi une opinion en rapport avec ma véritable personnalité.

2) Puisqu'apparemment tel n'a pas été le cas, je me dois donc de te prouver que tes déclarations me concernant sont fausses et j'en veux pour preuves :

- Depuis le 26 mars 94, j'avais pris mon congé annuel de 45 jours afin d'effectuer une formation en informatique sans dérangement. Malheureusement je n'ai pas pu poursuivre ma formation puisque les massacres ont commencé le 7 avril 94 l'ont interrompue, mais je suis resté en congé chez moi jusqu'au 9 mai 94. Le chef de service et mes collègues de service pourront en témoigner.

- Durant mon congé, je pense avoir sauvé le maximum de vies humaines sur ma colline dans la limite de mes moyens, et avoir mis mon savoir au service de tous mes voisins sans distinction. Dans ce cadre je me rappelle encore de la petite soeur d'une voisine "tutsi" qui, à 8 mois de grossesse, avait dû fuir les massacres de Kigali, dont j'ai surveillé la grossesse jusqu'à l'accouchement au domicile de sa soeur, car les routes étaient peu sûres.

- Au cas où tu ne le saurais pas, ces prises de position m'ont valu d'être menacé à mon tour et, dès la reprise de mon travail à la fin de mon congé, j'ai dû l'interrompre de nouveau pour fuir mon domicile et me cacher un certain temps. Je remercie mon chef de service et le Doyen de la Faculté de Médecine qui m'ont compris et autorisé les arrangements de service afin que je disparaisse temporairement.

Ces précisions faites en ce qui me concerne, sans vouloir me faire l'avocat de qui que ce soit, je voudrais te dire que de la même façon j'ai été choqué de voir les noms des Docteurs KAREMERA Alphonse et UKOBUKEYE Thomas figurer sur ta liste. J'ignore comment se sont comportés les autres que tu as nommés, mais pour les deux confrères cités je peux parler à toute aise car depuis le déclenchement des troubles nous étions en communication téléphonique pour échanger nos inquiétudes réciproques. Par ailleurs, ton informateur(trice) aurait dû te signaler que le Docteur UKOBUKEYE Thomas a été assiégé dès le déclenchement des massacres par ceux qu'on qualifiait encore à l'époque de "malfaiteurs" et a dû se retrancher sur sa colline natale en commun avec NYARUHENGERI. Est-ce la qu'il aurait fait des sorties de malades? Cela me gêne que l'on salisse la mémoire d'un homme, à fortiori s'il n'est plus de ce monde pour se défendre.

Voilà Cher Confrère, les quelques éléments que je voulais t'apporter pour te permettre de démentir toute partie de tes déclarations. Je compte sur toi car, comme le dit si bien le proverbe,

"Qui a sali lavera". Je crois que nous devons, en tant qu'intellectuels rwandais, regarder le problème de notre pays bien en face et essayer d'éviter toute passion destructrice. C'est pour cette raison que j'ai préféré engager ce contact de façon amicale et confraternelle.

Toutefois, si dans un délai de 60 jours à partir de l'expédition de la présente je n'ai pas reçu la copie du démenti que tu auras envoyé au journal DE MORGEN, je prendrai la liberté de porter plainte contre toi pour diffamation et tentative de massacre, car en réalité ce pointage du doigt ne visait rien d'autre. Il te reviendra alors de produire tes preuves, et moi les miennes.

Je profite de cette occasion pour demander au journal DE MORGEN qui me lit en copie de publier le contenu de la présente dans un de ses prochains numéros.

A bientôt,
Dr MUNYEMANA Sosthène



P.S: Au retour du courrier, tu voudras bien me faire savoir si tu as toujours mon livre d'Echographie Gynéco-obstétricale que je t'avais prêté, ou si je dois en acheter un autre. Merci.

Copie pour information : Journal DE MORGEN.